

## **« L'accès durable des paysans à la terre : quel peut être l'apport des coopératives à la lutte contre l'accaparement des terres en Afrique ? »**

Willy Tadjudje<sup>\*1</sup>

### **Résumé**

Depuis plusieurs années, on remarque une ruée sur les terres cultivables en Afrique. Ce déferlement peut s'expliquer par diverses raisons, telles que la recherche de nouvelles rentabilités à la suite de la crise financière actuelle, l'accroissement de l'investissement agricole pour assurer la sécurité alimentaire, l'encouragement de l'agrocarburant, etc. Toutefois, le phénomène n'est pas sans conséquence sur le bien-être des paysans locaux. Ces derniers, généralement réunis autour de sociétés coopératives, peuvent défendre leurs intérêts à travers diverses formes d'actions. À cet effet, le mouvement coopératif peut jouer un rôle important dans la lutte contre le phénomène de l'accaparement des terres en Afrique.

**Mots-clés :** Accaparement des terres, coopératives, développement, durabilité, paysan.

### **Abstract**

For several years, an important rush for farmland is noticeable in Africa. This surge can be explained by various reasons, such as the search for new profits as a result of the current financial crisis, the increasing of investment in agriculture to ensure food security, the promotion of agro-fuel etc. However, the phenomenon is not without consequences for the well-being of local farmers. These latter, usually gathered around cooperative societies, can defend their interests through various forms of action. To this end, the cooperative movement can play an important role in the fight against the phenomenon of land grabbing in Africa.

**Key words:** land grabbing, cooperatives, development, sustainability, peasant.

---

\* Docteur en droit privé, Chargé de cours associé à l'Université du Luxembourg.  
Email : willytadj@gmail.com

## Introduction

L'accaparement des terres désigne l'acquisition controversée de grandes étendues de terres agricoles dans les pays en développement (en Asie, en Amérique latine et plus massivement en Afrique). Ce type de transaction est pratiqué par des entreprises transnationales et des gouvernements du Nord (Griffon 2011:29-41).

Cette pratique s'est accusée nettement autour des années 2005-2008 et peut s'expliquer par une série de causes. D'abord vantées par les dirigeants des pays en développement comme un nouveau chemin vers le développement agricole, ces actions sont de plus en plus critiquées. Certains auteurs en viennent à se demander s'il s'agit d'un investissement ou d'une simple spoliation de terres (Dossier *Grain de sel* 2012:7-12). Quelle que soit la position que l'on prend, les conclusions sont les mêmes : le phénomène reste nocif et dangereux sur les plans économique, social, culturel, environnemental, etc. (Initiative des droits et ressources 2013).

En Afrique par exemple, la Banque mondiale recense 77 millions d'hectares de terres arables exploitées par des entreprises étrangères, ce qui représente 70 pour cent des surfaces mondiales concernées par l'accaparement des terres. Cela signifie également plus de paysans sans terre à exploiter (Banque mondiale 2010).

Au sens de l'article 1.1 du projet de Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales :

Un paysan est un homme ou une femme de la terre, qui entretient un lien direct et particulier avec la terre et la nature à travers la production de denrées alimentaires ou autres produits agricoles. Les paysans cultivent la terre eux-mêmes, principalement dans le cadre d'exploitations familiales ou d'autres formes d'exploitation à petite échelle. Les paysans sont traditionnellement ancrés dans leur communauté locale et entretiennent les paysages locaux et les systèmes agroécologiques.

Cette définition met en exergue le lien inconditionnel qui lie le paysan à la terre. Cela suppose que sans terre, il lui deviendrait plus difficile d'envisager une vie décente, au sens du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Ce phénomène prend une ampleur supplémentaire dans les régions où la gouvernance est la plus faible. Cela peut expliquer pourquoi l'Afrique est la région la plus touchée. Dans ce contexte, plusieurs responsabilités peuvent être soulignées : les États du Nord pour leur complicité, les États du Sud pour leur négligence, les banques du Nord pour leur complicité, les paysans du Sud pour leur passivité, etc. (Hugon 2012).

Toutefois, si les États du Sud n'aident pas les paysans à protéger leurs terres, ces derniers peuvent engager des actions sur la base du principe de résistance à l'oppression, non pas cette fois en provenance directe des gouvernants, mais de forces extérieures. Dans la plupart des régions du monde, et c'est le cas en Afrique, les paysans ont l'habitude de se réunir pour mutualiser certaines actions ou efforts, dans le cadre de sociétés coopératives (Develtere, Pollet, Wanyama 2008).

D'après l'ACI (Alliance coopérative internationale), « une coopérative est une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement ». Les coopératives peuvent s'engager dans diverses formes d'activité, telles que la finance, l'agriculture, l'habitat, etc. Nous nous limiterons ici aux coopératives agricoles, puisque l'agriculture constitue l'activité principale et immédiate qui peut rattacher un paysan à une coopérative. Au sein d'une coopérative agricole, le but est d'un côté de fournir les intrants, les semences et le matériel agricole au prix le plus bas et de l'autre, de vendre les récoltes au prix le plus élevé possible. L'objectif n'est pas de faire du profit, mais suivant une technique propre, de faire ensemble ce qu'il aurait été difficile d'envisager individuellement. La règle de base est : « l'union fait la force » (Tadjudje 2015).

La coopérative agricole joue et a toujours joué un rôle très important dans les stratégies de développement des pays africains. Elle représente, dans la plupart de ces pays, plus de 70 pour cent du tissu coopératif. C'est ce qui peut expliquer le fait que les ministères de l'Agriculture continuent d'assurer la tutelle des coopératives, alors que d'autres formes émergent (coopératives financières, coopératives d'habitat). La coopérative agricole peut ainsi constituer une grande force au profit de la défense des intérêts des paysans.

Notre réflexion portera sur l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest. L'approche méthodologique sera essentiellement analytique, basée sur une synthèse structurée de la revue de la littérature à la lumière des cadres juridiques existants. Après une présentation du phénomène de l'accaparement des terres, nous analyserons la formule coopérative comme voie d'accès durable des paysans à la terre.

## **Le phénomène de l'accaparement des terres**

Nous examinerons successivement les causes, les responsabilités et les conséquences.

### *Les causes*

L'accaparement des terres est causé par plusieurs facteurs structurels. La croissance démographique (9 milliards de personnes prévues pour 2050) entraîne une pression supplémentaire sur les terres pour l'alimentation et le logement. Face à cette augmentation de la population mondiale, il y a un impératif de produire plus pour couvrir les besoins alimentaires. Les facteurs de production, particulièrement la disponibilité des terres, deviennent une contrainte dans les pays du Nord. L'Afrique, disposant encore de réserves foncières, est confrontée à un phénomène d'acquisition des terres à grande échelle (Kanoute et al. 2011).

L'urbanisation croissante de la population mondiale a engendré de nouvelles habitudes, étant donné que la population urbaine est de plus en plus dépendante des achats alimentaires. Dans le même contexte, on assiste au développement de la surconsommation et du gaspillage dans les pays riches. Pour couvrir tous ces besoins, alors que l'urbanisation prend de l'ampleur, les sociétés agroalimentaires internationales ont de plus en plus tendance à rechercher de nouvelles superficies à exploiter (Sarr 2014).

La crise financière et l'éclatement des bulles spéculatives ont déplacé les acteurs financiers sur les marchés alimentaire et foncier jusque-là relativement épargnés par les spéculateurs. Ainsi, les acteurs financiers veulent se tourner vers des investissements sur des actifs tangibles, telles que les terres agricoles. Ces derniers estiment précisément que la demande croissante pour les denrées alimentaires et le carburant rend l'investissement foncier plus sûr, compte tenu d'une tendance mondiale de plus en plus marquée par l'imprévisibilité. Si certains investisseurs ont défini des plans de développement à long terme pour ces investissements, d'autres s'avèrent être de véritables spéculateurs qui escomptent des bénéfices à court terme. Sur le marché financier, des « fonds de terres agricoles » ont été mis en place dans les pays du Nord. Ils sont basés sur l'achat de terres dans de nombreux pays en développement. Les fonds promettent à leurs clients un certain retour sur investissement sur une période donnée. Il s'ensuit une hausse des prix alimentaires, ainsi qu'une volatilité des prix, ce qui renforce l'attrait des spéculateurs (*Future Agricultures* 2011).

La crise énergétique et le développement des agrocarburants renforcent la pression sur les terres en vue de produire des énergies alternatives au pétrole. En effet, face à la flambée des prix du pétrole, l'Union européenne par exemple a manifesté sa volonté de développer les agrocarburants afin d'atteindre une proportion d'énergies renouvelables de 5 à 10 pour cent d'ici 2020 (*Future Agricultures* 2011).

D'autres causes peuvent être relevées et se rapportent aux décisions et politiques adoptées par l'Union européenne. Parmi celles-ci on retrouve la politique de libéralisation et de protection des investissements ainsi que la politique agricole commune, fortement orientée sur le modèle agroindustriel et l'importation massive de soja. D'autres phénomènes, tant structurels que conjoncturels, sont autant de causes supplémentaires à la ruée sur les terres.

L'Afrique est la cible privilégiée des acquisitions à large échelle, comptabilisant à elle seule pratiquement la moitié des surfaces mondiales concernées par l'accaparement. Pire encore, l'essentiel des acquisitions de terre à large échelle a lieu dans des pays où plus de 10 pour cent de la population souffre de la faim (Rapport ONG belges 2013).

### *Les responsabilités*

De nombreuses responsabilités peuvent être mises en avant dans le cadre de l'accaparement de terres : pays occidentaux, pays africains, entreprises privées, acteurs publics, financeurs, investisseurs, banques de développement, agences à l'exportation, etc.

### **La responsabilité des États**

L'accès durable et paisible à la terre est une condition essentielle de l'exercice de nombreux droits économiques, sociaux et culturels, tels que les droits à une alimentation adéquate, au logement, à la santé et au travail. Il s'agit d'autant de droits consacrés dans des textes internationaux de référence en matière de droits humains<sup>2</sup>. Les dispositions de tous ces textes sont contraignantes. Elles obligent notamment les États à respecter les droits humains et à protéger les individus contre les atteintes qui seraient commises par des acteurs privés. Cela impose que l'État soit un régulateur actif et qu'il prenne des mesures pour empêcher ces atteintes. Et lorsqu'elles se produisent, qu'il enquête à leur sujet, qu'il punisse les auteurs et qu'il organise des réparations et des recours pour les victimes. L'État doit donc mettre en place des lois, des politiques et des règles pour encadrer et contrôler les acteurs privés.

En matière d'investissement foncier, il en découle que l'État doit intégrer dans les cadres juridiques et réglementaires divers éléments qui conditionnent le soutien aux investissements. Il s'agit d'identifier et d'évaluer les risques relatifs aux droits de l'homme, d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des populations concernées, de respecter la sécurité des défenseurs des droits de l'homme, de prévenir et d'atténuer les incidences négatives pour les droits de l'homme et de rendre compte de la manière dont elles remédient à ces incidences.

En confrontant ces obligations à l'ampleur actuelle du phénomène de l'accaparement des terres, il s'ensuit que les États du Sud ont failli à leur obligation de protection des terres des paysans. Au Sénégal par exemple, le phénomène de l'acquisition massive des terres a pris de l'ampleur avec la mise en œuvre de réformes profondes dans le secteur agricole depuis 2000. L'option affirmée et appliquée est orientée vers la promotion de grandes exploitations agricoles, ainsi qu'une plus grande libéralisation du secteur agricole et du marché. L'exercice de la profession d'agriculteur est de plus en plus ouvert aux capitaux puissants et nécessite une solide capacité financière qui n'est pas à la portée des agriculteurs traditionnels, qui sont de petits exploitants familiaux. La mise en place de cette politique s'est effectuée à travers différents programmes qui servent de base à son application, notamment la Grande offensive pour la nourriture et l'abondance (GOANA) lancée en 2008 et le Retour vers l'agriculture (REVA), lancé en 2006. Ces deux programmes visent une production agricole en grande quantité et sont surtout orientés vers les produits susceptibles d'avoir un impact sur le marché mondial. Ainsi, d'après des études (non exhaustives) menées en 2010, on recense environ 657 753 hectares attribués à des investisseurs privés, ce qui représente à peu près 16,45 pour cent des surfaces cultivables au Sénégal, avec cette précision que le phénomène prend exponentiellement de l'ampleur, car alimenté par la politique agricole nationale (Kanoute et al. 2011). Toutefois, des mesures peuvent être prises pour remédier à la situation. En effet, le phénomène de l'accaparement des terres sévit également dans les pays du Nord, mais dans des proportions moins inquiétantes. Au Canada par exemple et sur la base des dispositions prises aux États-Unis et en France, des mesures ont été prises pour atténuer les effets des investissements fonciers massifs d'opérateurs chinois (L'Italien 2012). Les pays africains peuvent s'inspirer des expériences occidentales pour atténuer les effets de l'accaparement des terres dans leur environnement.

Les États du Sud ne sont pas les seuls coupables. En effet, l'obligation des États de protéger les droits humains vaut non seulement sur leur territoire, mais également à l'étranger. Les Principes de Maastricht relatifs aux obligations extraterritoriales des États dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels affirment que les États doivent prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer que les actions des acteurs non étatiques qu'ils sont en mesure de réglementer (y compris dans le cadre des sociétés transnationales) ne nuisent pas à la jouissance de ces droits.

Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers précisent que dans le cas des sociétés transnationales, les États d'origine doivent fournir une assistance tant à ces sociétés qu'aux

États d'accueil afin de garantir que les sociétés en question ne concourent pas à des atteintes aux droits de l'homme ou à des droits fonciers légitimes. Sur cette base, l'on peut affirmer que les États du Nord n'ont pas assumé pleinement leurs responsabilités, compte tenu des dégâts causés par l'accaparement des terres, comme on le verra plus loin (FAO 2012:4).

## **La responsabilité des entreprises**

Selon Land Matrix, qui documente sur une base de données publique les cas d'accaparement de terres<sup>3</sup>, quatre types d'investisseurs sont à distinguer : les entreprises privées, le secteur public, les fonds d'investissement et les partenariats public-privé.

Parmi ces quatre acteurs, elle considère que les entreprises privées, responsables de 67 pour cent des cas d'accaparement recensés et de 66 pour cent de la surface accaparée dans le monde, sont de loin le type le plus représenté. Et, toujours selon la base de données Land Matrix, « les investisseurs européens sont presque exclusivement des entreprises privées ».

Étant donné l'influence croissante des entreprises transnationales, la question des droits de l'homme et des entreprises a été l'objet d'une attention particulière au sein des Nations unies. En 2005, le secrétaire général des Nations unies nomma John Ruggie comme représentant spécial sur la question des droits de l'homme et des entreprises. Sa mission était de mieux définir les responsabilités complémentaires des entreprises au regard des droits de l'homme. Après plusieurs années de consultation, les Nations unies ont adopté en 2011 les « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ». Pour la première fois, en droit international, ce cadre impose directement aux entreprises l'obligation de respecter les droits de l'homme.

Cette obligation de respect exige que les entreprises s'abstiennent de porter atteinte aux droits humains, mais il découle également de cette obligation qu'elles doivent s'acquitter de certaines obligations positives, y compris l'obligation de « due diligence », c'est-à-dire qu'elles doivent s'informer, prévenir et éviter les impacts négatifs de leurs activités sur les droits humains.

En matière d'investissement foncier, cela exige par exemple que les entreprises effectuent des études d'impact préalable pour vérifier que leur investissement ne porte pas préjudice aux droits fondamentaux des populations locales. Elles doivent également vérifier que les terres de leur investissement ne font pas déjà l'objet de droits légitimes d'occupation et que les populations ont proprement été consultées et ont donné leur accord à l'investissement.

À noter que si les « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme » permettent de confirmer l'obligation de respect des droits humains par les entreprises, la société civile a beaucoup critiqué lesdits Principes, tant sur le processus d'adoption que sur les nombreuses lacunes qu'il comporte (Oxfam 2013).

### **La responsabilité des financeurs et investisseurs**

Quels que soient les moteurs de ces investissements, l'accès aux financements est dans tous les cas un préalable pour l'accaparement des terres. Cet accès aux financements peut prendre toutes sortes de visages : crédit, action, obligation, fonds d'investissement, etc. Le plus généralement, les financements sont déconnectés des projets liés aux acquisitions foncières incriminées, mais participent à la santé financière de l'entreprise lui permettant de les réaliser.

Le plus souvent, les banques sont au cœur de ces processus de financement, permettant directement ou indirectement la réalisation des projets litigieux. L'institution financière joue un rôle de facilitateur en offrant un soutien à des entreprises qui portent la responsabilité d'actes d'accaparement de terres. En opérant une recherche sur les quelques institutions financières actives en Belgique (BNP Paribas Fortis, Belfius, KBC, ING, bpost banque, Deutsche Bank, ABN AMRO, Rabobank, AXA et Dexia) et en examinant le financement de dix entreprises contestées pour des actes d'accaparement de terres (Siat, Sipef, Socfin Wilmar, Bunge, Cargill, Daewoo, Archer Daniels Midland, Louis Dreyfus et Sinar Mas), une étude identifie pertinemment les responsabilités des banques et établissements financiers (Rapport ONG belges 2013).

Le nombre de financements soutenant le développement du petit échantillon d'entreprises responsables d'accaparement montre l'insuffisance de l'efficacité des engagements du secteur financier, que ce soit au travers du développement de fonds socialement responsables ou de l'adhésion à des chartes volontaires.

### ***Les conséquences***

Au-delà de son rôle fondamental sur le plan économique, la terre a également des valeurs sociales, environnementales et culturelles essentielles. Elle est un lieu de vie, une « mère nourricière », ainsi qu'un espace de création, de biodiversité ou de rites culturels ancestraux. Les États ont le devoir de protéger aussi bien les paysans, surtout les propriétaires des petites exploitations familiales, que leur mode de vie.

Les transactions foncières à large échelle sont souvent présentées par



leurs promoteurs comme mettant en valeur des terres inutilisées ou mal exploitées. Cette vision idyllique est un mythe, car il existe également de nombreux risques et impacts négatifs pour les exploitations familiales, la sécurité alimentaire, l'environnement et l'avenir des futures générations.

Les cessions et locations de terres à large échelle comportent de nombreux risques socio-économiques, tels que le déplacement des populations locales, l'intensification des conflits fonciers et l'exode rural. Particulièrement dans les pays où la sécurité juridique est encore problématique, où la tenure foncière est incertaine et la corruption généralisée, l'acquisition de grandes superficies par des investisseurs privés peut constituer une menace à long terme sur la sécurité alimentaire, ainsi que sur la stabilité et la paix sociales. Ce processus peut davantage marginaliser les petits agriculteurs et constituer une menace pour la production alimentaire. De même, il constitue une menace réelle pour les droits traditionnels de pâturage, d'utilisation de l'eau, etc. Les principaux risques écologiques viennent du déboisement pour cause de culture, des effets indésirables de la monoculture dans les grandes plantations et de la surexploitation des ressources en eau dans l'agriculture irriguée à grande échelle (*Via Campesina* 2013).

Quant aux impacts spécifiques sur le genre, on peut noter que, lorsqu'ils ne comportent pas un volet spécifiquement consacré au genre, les investissements agricoles contribuent à accentuer la marginalisation des groupes faibles, notamment des femmes. En effet, n'étant pas « propriétaires fonciers », au sens coutumier du terme, les femmes ne bénéficient pas des indemnités éventuelles. Elles perdent notamment divers revenus qu'elles tirent de la brousse : cueillette, plantes médicinales, etc. Il convient toutefois de noter que plusieurs des risques évoqués ne sont plus de l'ordre de la probabilité. Ils sont avérés dans certains cas. De nombreux exemples fournis par les recherches de terrains peuvent les étayer (*Future Agricultures* 2011).

En définitive, s'ils ne sont pas bien régulés, ces investissements sont porteurs d'un grave danger pour la paix et la quiétude sociale (Jorand et Manganella 2012).

Ces conséquences peuvent être atténuées par les paysans, principaux perdants dans le cadre de l'accaparement des terres. Généralement organisés autour de sociétés coopératives, ces derniers peuvent entreprendre des activités ordonnées de protection des terres cultivables.

## **Le mouvement coopératif comme cadre de protection des terres des paysans**

Sous leur acception moderne, les coopératives existent en Afrique depuis la période coloniale. Mais à cette époque, elles étaient contrôlées par

les puissances coloniales. Le rôle classique dévolu aux coopératives avait été détourné. Au lieu d'être au service des membres pour améliorer leurs conditions de vie, les coopératives servaient plutôt à inciter la production à exporter vers la métropole.

Il en a été presque de même au début des indépendances (1960) et jusqu'aux années 1990. Nouvellement indépendants, les États avaient besoin de ressources pour faire vivre les appareils de l'État. C'est ainsi qu'un contrôle a été gardé sur le mouvement coopératif afin qu'il serve de base pour l'organisation de la production agricole en vue d'exporter (Tadjudge 2013).

À la faveur des Programmes d'ajustement structurel, la plupart des États ont mis en place de nouvelles législations coopératives au début des années 1990. On vit ainsi émerger une nouvelle génération de coopératives autonomes et indépendantes de la domination étatique.

Toutefois, les séquelles de cette période difficile du mouvement coopératif se ressentent encore car on remarque que les mouvements coopératifs africains ne se mobilisent pas assez pour constituer de grandes forces au service de la défense des intérêts de leurs membres. Les coopératives ont la possibilité de faire jouer la force du nombre pour engager des activités de mobilisation.

### *La force du nombre*

L'une des principales règles de fonctionnement des coopératives est le principe « l'union fait la force », à travers lequel elles réussissent à faire valoir la force du nombre. Elles parviennent ainsi à faire ensemble ce qu'il serait difficile d'entreprendre individuellement. Les développements suivants seront alimentés par les dispositions de l'acte uniforme de l'OHADA<sup>4</sup> relatif au droit des sociétés coopératives (AU-SC).

### **Les cadres : unions, fédérations, confédérations et réseaux coopératifs**

Une union de coopératives doit comprendre au moins deux coopératives. Ces dernières se réunissent pour la gestion commune de leurs intérêts communs (article 133 de l'AU-SC). L'union de coopératives est constituée par l'adoption de statuts au cours d'une assemblée générale constitutive réunissant au moins trois délégués dûment mandatés par chacune des coopératives fondatrices. L'union est immatriculée au registre des sociétés coopératives et acquiert la personnalité morale dans les mêmes conditions que les coopératives (article 134 de l'AU-SC).

D'après l'article 63 de ce texte, les unions ont pour mission la gestion des intérêts communs, notamment l'effectuation de toutes les opérations

commerciales et financières pour le compte des coopératives affiliées. Les unions ont également pour mission de grouper les moyens d'action en vue soit d'assurer et d'améliorer la qualité, la régularité, la valorisation, la transformation d'un ou plusieurs produits, soit de procurer à leurs membres des moyens multiples ou des services à moindre coût. Les unions ont enfin pour mission d'orienter et coordonner les activités des coopératives affiliées en leur fournissant l'assistance financière, technique, comptable ou administrative dont elles ont besoin.

La fédération de coopératives se constitue comme une union et est la structure faîtière placée directement au-dessus de cette dernière. Au moins deux unions, même si elles n'ont pas le même objet, peuvent constituer entre elles une fédération de coopératives pour la gestion de leurs intérêts. En principe, la fédération n'est constituée que d'unions, mais des coopératives se trouvant dans l'impossibilité de former une union ou d'y adhérer peuvent être admises (article 141 de l'AU-SC).

L'article 144 de l'AU-SC cite les fonctions des fédérations. Il ressort de la lecture de ces fonctions que le droit OHADA accorde de larges pouvoirs à ces organisations faîtières. Dans l'ensemble, elles ont un rôle de supervision et de contrôle de l'activité des unions et coopératives affiliées. En cela, elles sont implicitement garantes du succès de ces dernières. De la qualité de la structuration des fédérations dépend le succès du mouvement coopératif d'un pays. À travers la fédération, les structures affiliées peuvent réaliser l'objectif d'unir leurs efforts pour atteindre les buts qu'elles ont en commun.

Comme dans les unions, les décisions dans les fédérations sont prises suivant le principe « une personne, une voix ». Bien plus, en se constituant en faîtières, les coopératives et les mutuelles harmonisent certaines dépenses de fonctionnement et réalisent des économies d'échelle. Il en est ainsi des dépenses de formation, d'audit ou d'expertise. En plus de veiller à l'épanouissement de ses affiliées, la fédération peut exercer des activités économiques dans les mêmes conditions que les unions de coopératives. Elle peut également adhérer à une confédération.

La confédération se constitue comme une union ou une fédération et ne comprend en principe que des fédérations. Mais elle peut intégrer des unions ou des coopératives se trouvant dans l'impossibilité de former ou d'adhérer, selon les cas, à une union ou à une fédération. Ainsi, au moins deux fédérations, même si elles ont des objets différents, peuvent constituer entre elles une confédération de coopératives pour la gestion commune de leurs intérêts communs.

L'AU-SC permet à la confédération de choisir sa forme, même parmi les organisations reconnues par la législation nationale de l'État-partie où elle se

créée et s'implante. Toutefois, si la confédération opte pour la forme coopérative, elle devra être régie par les dispositions de l'AU-SC (article 151 AU-SC). Les confédérations fonctionnent de la même façon que les fédérations.

Concernant les missions, l'AU-SC leur confère d'abord les mêmes que celles des fédérations et en ajoute trois : entretenir une campagne permanente et adéquate de vulgarisation de l'AU-SC et des autres normes auxquelles il renvoie, garantir un suivi continu de l'évolution de la législation coopérative et défendre aux plans national et international les intérêts de ses membres (article 155 AU-SC).

Au-delà de ces trois niveaux du fédéralisme classique des coopératives, l'AU-SC apporte une innovation majeure en instituant les réseaux coopératifs de moyens et d'objectifs. Il s'agit de structures faitières pouvant intégrer des entités coopératives de nationalités différentes, contrairement aux unions, fédérations et confédérations qui ne concernent que la sphère nationale de chaque pays. Ainsi, ils peuvent être constitués entre groupements ne relevant pas du même ressort territorial, ou entre groupements non constitués dans le même État-Partie, à condition d'être des États membres de l'OHADA.

Les réseaux coopératifs de moyens et d'objectifs offrent la possibilité aux coopératives, unions, fédérations et confédérations, même ne partageant pas de lien commun, de se regrouper dans le but exclusif de mettre en œuvre, pour une durée déterminée, tous les moyens propres à faciliter ou à développer l'activité de leurs membres ; à améliorer ou à accroître les résultats de cette activité, ou encore en vue de réaliser des objectifs destinés à la promotion des principes coopératifs.

Les règles relatives à la constitution, l'administration, la gestion, le fonctionnement et la dissolution des réseaux coopératifs de moyens et d'objectifs sont déterminées dans une convention signée des membres et doivent être conformes aux principes coopératifs ainsi qu'aux dispositions régissant la coopérative simplifiée (article 163 AU-SC).

## **Le potentiel des coopératives**

Les coopératives bénéficient de divers cadres à travers lesquels elles peuvent défendre les intérêts des paysans. Chargées d'améliorer les conditions de vie de leurs membres, elles se doivent de rester à l'avant-garde des mutations sociales. Face au phénomène de l'accaparement des terres et au vu de son agressivité, les mouvements coopératifs doivent pouvoir se mobiliser.

Comme déjà mentionné plus haut, malgré ces cadres existants, les mouvements coopératifs en Afrique restent relativement faibles. Cela peut s'expliquer par diverses raisons. Il peut s'agir de l'ignorance, et donc

du manque de formation. La coopérative est un lieu d'émancipation et c'est la raison pour laquelle la formation constitue un principe de son fonctionnement. Mais cette formation fait défaut, par manque de ressources humaines et financières, alors que l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives (article 114) a prévu la constitution d'une réserve spéciale destinée à la formation, à l'information et à la sensibilisation sur les principes coopératifs. Il peut également s'agir de querelles de leadership. Chacun veut être le Président de la confédération et, finalement, le projet de création finit par ne plus se réaliser. Il peut enfin s'agir du manque de ressources financières pour mobiliser les acteurs ou faire fonctionner la nouvelle structure (Gagne, Carré et Fall 2008).

Toutefois, il nous semble que le problème de formation est le plus concret et que les autres ne relèveraient que de la bonne volonté des acteurs. Une fois la structuration assurée, les coopératives doivent organiser leur représentativité.

Les coopératives africaines ne sont pas seulement faiblement structurées. Elles sont également sous-représentées dans les diverses instances où elles devraient normalement faire entendre leur voix. Il s'agit des processus législatifs et des actions gouvernementales.

Dans certains pays, on a constaté que des lois coopératives et des réformes agraires ont été adoptées sans une consultation appropriée des acteurs coopératifs. Il en est de même d'actions gouvernementales prises sans information préalable des mouvements coopératifs. Par conséquent, il y a un risque d'application de règles contraires aux besoins et aux intérêts des coopératives et donc des paysans.

Comme le précise une célèbre formule politique « la liberté ne se donne pas mais elle s'arrache », c'est aux acteurs coopératifs de s'imposer afin de constituer une grande force. En se basant sur leur organisation structurée, les coopératives peuvent réussir à investir les diverses instances au sein desquelles des décisions marquantes pour leur avenir peuvent être prises.

Toutefois, cette représentativité peut être freinée par deux éléments. Le premier, déjà évoqué ci-dessus, est l'ignorance. Parfois, les coopérateurs ne savent pas qu'ils ont le droit de se faire entendre ou ne savent pas comment procéder et certains gardent le silence par crainte des représailles des gouvernants. Le second est relatif à l'existence d'une faible dynamique démocratique. Un pas en avant serait par exemple l'imposition d'une consultation préalable des organisations professionnelles comme condition de validité de certaines lois ou décisions particulières.

Une fois leur représentativité organisée, les coopératives peuvent envisager des activités de plaidoyer autour de la protection de leurs terres.

### *L'engagement d'activités de plaidoyer*

Les coopératives ont une mission émancipatrice (Sharit K. Bhowmik). De tout temps, elles ont permis à des hommes et des femmes de s'affranchir de l'exploitation. Pour engager des activités de plaidoyer, les coopératives doivent être outillées. La question de la formation revient et se présente finalement comme un enjeu déterminant du succès des mouvements coopératifs africains. Les activités de plaidoyer doivent consister à présenter les méfaits de l'accaparement des terres d'un côté et le potentiel des coopératives de l'autre. L'accaparement des terres présente des inconvénients sérieux. Les coopératives doivent les dévoiler, pour dénoncer le phénomène. Elles doivent montrer aux pouvoirs publics qu'une alternative à l'accaparement des terres est possible : la promotion des coopératives.

Les inconvénients de l'accaparement des terres ont été mis en exergue par Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, dans son rapport sur l'accès à la terre et le droit à l'alimentation (Nations unies 2010:4) :

La raison pour laquelle quelque 500 millions de personnes dépendantes de la petite agriculture souffrent de la faim [ne tient] pas seulement au fait que le prix qu'ils obtiennent pour leurs récoltes est trop bas, mais aussi [au fait] qu'ils sont moins compétitifs que les plus grandes unités de production, qu'ils cultivent des parcelles souvent de petite taille [...], et qu'ils sont souvent relégués aux sols arides, vallonnés, sans système d'irrigation, dans leur compétition pour l'accès à la terre et à l'eau face à ces plus grandes unités de production [...].

Parce que l'agriculture à petite échelle est devenue non viable ou parce que les agriculteurs sont expulsés de leurs terres pour lesquelles il n'existe pas une réelle sécurité d'occupation, nombreux sont devenus des travailleurs agricoles dans les grandes plantations, habituellement payés au-dessous des salaires de subsistance, et souvent sans protection légale ni sociale [...]. Par ailleurs, la situation précaire des populations autochtones ou des peuples vivant dans la forêt peut être attribuée en particulier aux pressions de plus en plus fortes exercées sur les forêts [desquelles] ils dépendent pour leur subsistance. L'accès à la terre est ainsi à rapprocher du droit à une alimentation suffisante.

Face à ces méfaits, les coopératives constituent une tout autre réalité et elles doivent le montrer et le faire entendre à travers diverses actions : conférences, campagnes de sensibilisation, etc<sup>5</sup>.

Les coopératives ont toujours fait en sorte de permettre aux hommes et aux femmes d'accéder aux biens et aux services sans être exploités. Elles peuvent être considérées tant comme des modèles d'humanisation

que de durabilité de l'activité économique, introduisant ainsi de nouvelles approches de gouvernance des entreprises (Kamdem 2007). En se concentrant prioritairement sur les besoins humains, les coopératives répondent aux crises du développement durable d'aujourd'hui et livrent une forme distincte de valeurs communes qui peuvent se traduire en termes économiques, sociaux et écologiques.

## Les aspects économiques

L'entreprise détenue par des investisseurs (y compris les acteurs de l'accaparement des terres) était au centre de la crise financière, avec des dirigeants agissant dans leur propre intérêt et celui d'une poignée d'intervenants. Il s'agit là de la manifestation de la propriété individuelle. De leur côté, les coopératives introduisent la notion de propriété commune comme approche de développement durable en termes économiques. Cette propriété se traduit par la mise en place d'un patrimoine commun.

Pour bien appréhender la notion de patrimoine commun, il convient de s'intéresser d'abord à celle de patrimoine dans sa conception classique. Suivant cette conception, le patrimoine désigne l'ensemble des droits et des obligations présents ou futurs d'une personne.

Il représente donc dans le même temps la puissance juridique de la personne au monde, son aptitude à disposer de droits et à en acquérir [...]. Cette qualité s'accompagne de la charge individualiste que recèle la propriété, tout patrimoine ne pouvant jamais (et ne devant) qu'être rattaché à une seule personne (Hiez 2004:1).

Le patrimoine commun n'est pas défini d'une façon précise par un texte, mais cette notion est reconnue en droit international dans plusieurs domaines (Lankarani 2011). D'une manière générale, le patrimoine commun se rattache à une toute autre conception du rapport de l'homme à la nature et des hommes entre eux.

Il n'est en effet pas rattaché à un individu déterminé, mais à un groupe, dont le contour est plus ou moins large et plus ou moins précis. Ainsi, le patrimoine intègre l'attention du rapport non plus d'un homme, mais de plusieurs hommes sur un ensemble de choses et permet donc d'envisager la diversité de leurs situations en cherchant à organiser leurs interrelations. La conséquence juridique fondamentale est donc une remise en cause de la propriété privée, sinon dans ses fondements, du moins dans sa prétention à appréhender la totalité des rapports de l'homme au monde. Que l'on prenne l'exemple du patrimoine commun de l'humanité et l'on s'aperçoit immédiatement que les droits que chaque homme peut détenir sur un bien incorporé à ce patrimoine vont devoir être conciliés avec les droits que tous les hommes, en tant que

membres de cette humanité, peuvent faire valoir sur l'ensemble du patrimoine. En d'autres termes, à côté de l'appropriation privée va voir le jour une autre forme d'appropriation qui ne s'y substitue pas, mais se superpose à la première. Dans la mesure où la propriété collective est dans son essence inconciliable avec une appropriation privative partielle, il semble que seule la propriété commune<sup>6</sup> est à même de rendre compte de cette conception (Hiez 2008:361).

Le patrimoine commun des coopératives se constitue essentiellement à travers l'obligation d'établissement de réserves légales impartageables. Mais, il existe d'autres aspects liés à la restriction des droits économiques des associés<sup>7</sup>. Les réserves constituées font partie intégrante du patrimoine commun de la coopérative en raison du fait qu'elles sont impartageables au cours de la vie sociale. Cette impartageabilité des réserves devient une manifestation de la remise en cause de toute appropriation privative des éléments du patrimoine commun par les membres présents ou sortants. Les réserves impartageables constituent dans les coopératives un fonds de solidarité dans les rapports entre les membres actuels, et également dans les rapports entre ces derniers et les futurs membres. La dévolution désintéressée du boni de liquidation joue un rôle important dans ce dernier cas.

La coopérative, au-delà d'être un instrument de développement au service des membres actuels, se présente également comme un outil de solidarité et d'entraide intergénérationnelles. L'impartageabilité des réserves, aussi bien pendant la vie qu'à la mort des coopératives, apparaît comme une « pratique de développement durable élaborée et appliquée au domaine de la gestion des entreprises, car on réussit, par cette pratique, à mieux répondre aux besoins du présent tout en augmentant la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (Lafleur et Merrien 2012). De ce point de vue, les coopératives peuvent insuffler des méthodes renouvelées de gestion de la terre, de façon à garantir la durabilité de l'usage, tout en respectant les traditions et le bien-être de tous.

### ***La dimension sociale***

Parmi les effets négatifs générés par le capitalisme actuel se trouvent les problèmes sociaux associés à l'inégalité croissante et à l'exclusion. L'acquéreur de la terre, détenteur du capital, dispose de la matière première nécessaire pour produire de la richesse. Cette richesse est acquise individuellement là où elle aurait dû profiter à une communauté entière dans le cadre d'une coopérative notamment.

Dans les coopératives, les membres privilégient l'égalité, à travers, d'une part, des modalités différentes de gestion des bénéfices générés par les activités engagées et, d'autre part, des règles démocratiques de prise des



décisions. Elles ne manquent pas de prendre en compte les besoins des plus pauvres et ceux de la communauté, confirmant leur nature d'entreprise sans but lucratif (Labie et al. 2007:57-71). Ainsi, le terme « profit » est peu approprié et l'on préfère parler, selon les cas, d'« excédent » ou de « trop perçu » (Bridault 1998). De même, les membres reçoivent des ristournes et non des dividendes comme dans les sociétés commerciales.

En fonctionnant ainsi, les coopératives placent l'être humain au centre de leurs opérations, et non pas le capital, comme le font les sociétés commerciales et les investisseurs. Elles favorisent ainsi l'équité sociale en réduisant le gouffre de l'exclusion sociale. L'être humain est récompensé pour son travail et non pour son capital, et l'égalité est consacrée au-delà de tous les autres critères.

Or l'opérateur économique du Nord qui acquiert de vastes portions de terre en Afrique est d'abord un investisseur à la recherche de rentabilités. Cette recherche effrénée du profit individuel se fait ainsi sur le dos de petits exploitants qui ont la possibilité de s'organiser pour construire une vie et un travail décents. Les États ont donc davantage intérêt à promouvoir les coopératives qu'à concéder des terres à des opérateurs étrangers.

Puisque les coopératives sont gérées comme des patrimoines communs, elles peuvent envisager la gestion des terres en tant que biens communs selon la conception de Elinor Ostrom (Ostrom 2010:114). Plus concrètement, Ostrom développe huit principes (les ingrédients de l'auto-organisation) sur la base desquels les paysans peuvent envisager une gestion patrimoniale des terres en vue de promouvoir un développement durable de leurs communautés.

### *Le cadre écologique*

Les coopératives présentent généralement un bilan écologique positif. Un atout important des coopératives concerne leur ancrage territorial. Cet ancrage induit un principe, celui de l'engagement envers la communauté. L'engagement envers la communauté est inscrit dans le droit coopératif international depuis 1995, suite à la révision de la Déclaration internationale sur l'identité coopérative par l'Alliance coopérative internationale (ACI).

Ce principe est inscrit à l'article 6 de l'AU-SC ; il s'agit pour les coopératives d'adopter des mesures internes pour que la communauté alentour puisse bénéficier des retombées de leurs investissements, ce qui se fait quotidiennement, peut-être inconsciemment, à travers divers mécanismes. L'engagement envers la communauté, dans le même sens, viserait à préserver l'intégrité du milieu environnant, à travers des attitudes écologiques responsables.

Ainsi, la marque principale de l'engagement des coopératives envers leurs communautés est l'importance considérable de leur ancrage territorial. En effet, contrairement aux sociétés commerciales et aux investisseurs, les coopératives ne peuvent être délocalisées, étant entendu qu'elles visent l'amélioration des conditions de vie socioéconomiques et environnementales de personnes vivant dans une localité (Mvumbi Mbenza, Mbala Kasombo et Mpegere Chisonma 2007:42).

Si les entreprises commerciales et les investisseurs se délocalisent ou recherchent ailleurs d'autres sources d'investissement, très souvent pour réduire les coûts de production (en terme de main-d'œuvre salariale), ou des opportunités d'investissement plus profitables (peu importent les considérations écologiques), tel n'est pas le cas pour les coopératives qui sont déployées sur les territoires dans le but de contribuer à la résolution des problèmes spécifiques de leurs membres, en tant qu'acteurs évoluant dans une localité précise et soucieux de son intégrité environnementale.

En s'engageant de cette façon dans les territoires, les coopératives repoussent les discours capitalistes encourageant les localités à attirer ou rechercher des investisseurs (étrangers notamment), qui viendraient investir sur leurs territoires. Il est évident que les investisseurs étrangers ne peuvent s'intéresser à l'Afrique que s'ils en retirent des profits, et qu'ils s'en iront lorsque ces profits disparaîtront, contrairement aux coopératives qui naissent sur place, ne se consacrent qu'aux territoires et s'intéressent aux besoins des locaux.

En somme, les coopératives s'inscrivent comme de véritables acteurs du développement durable. De plus en plus, elles constituent des outils actuels pour repenser le mode de développement économique de l'Afrique afin de tenir compte des impératifs environnementaux et humains négligés par le mode de production capitaliste.

Il est apparu que la confiance en la propriété privée a soulevé des complications dans la mesure où des propriétaires, totalement libres de l'usage des biens dans leur dépendance et n'ayant pas à prendre en compte d'autres intérêts que le leur propre, tendaient à puiser dans ces biens, au risque, pour les plus fragiles ou les plus rares, de les épuiser, mettant ainsi en péril le devenir de l'humanité. Cela a conduit à qualifier certains biens de patrimoine commun, qualification à laquelle ceux des coopératives n'échappent pas. De même, cela permet aux coopératives d'investir autrement, afin de limiter les méfaits de l'appropriation privative et individuelle.

À cet effet, elles peuvent inciter l'État à les aider. Cette aide ne doit pas consister en une distribution de subsides, lesquels peuvent porter atteinte à leur autonomie et indépendance. La contribution de l'État

pourrait prendre diverses formes : la construction des infrastructures, la mise en place de cadres légaux et fiscaux mieux adaptés, la facilitation des regroupements internationaux de coopératives, la fourniture de la formation, l'accompagnement à l'acquisition ou à la commercialisation de produits, etc.

Conscients du potentiel des coopératives, les États africains ont adopté en novembre 2013 une stratégie de développement coopératif sous la houlette de l'ACI Afrique<sup>8</sup>. Il ne reste plus qu'à souhaiter que cette stratégie serve de levier pour le développement coopératif en Afrique.

## Conclusion

Que ce soit à propos de l'accaparement des terres ou pour tous autres phénomènes, les coopératives peuvent jouer un rôle déterminant dans la construction sociale et le développement territorial. À cet effet, il faudrait qu'elles soient structurées, représentées et suffisamment outillées pour comprendre les évolutions sociales et anticiper certaines situations à travers des actions et entreprises ciblées. Les États et les partenaires au développement sont ainsi invités à investir dans la promotion des coopératives en Afrique, ce qui est un réel investissement en faveur du développement autonome et durable.

## Notes

1. Secrétaire général de l'Institut africain pour le droit et la gouvernance des coopératives – IADC . Formateur et enseignant vacataire à l'École régionale supérieure de magistrature (ERSUMA) de l'OHADA. Expert-juriste, membre du Comité sur le droit coopératif de l'Alliance coopérative internationale (ACI).
2. Notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).
3. <http://www.landmatrix.org/en/>
4. L'OHADA désigne l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires. Cette organisation est née d'un traité signé à Port-Louis (Ile Maurice) le 17 octobre 1993 (modifié à Québec en 2008) dans l'objectif de construire une communauté d'intégration juridique à travers l'harmonisation, ou mieux, l'uniformisation du droit des affaires. Elle regroupe actuellement 17 États. Voir Martor, B., Pilkington, N., Sellers, D. et Thouvenot, S., 2009, *passim*.
5. Des actions ont été menées dans plusieurs pays notamment au Sénégal (voir CNCR). Dans certains pays tels que le Burkina Faso ou le Bénin, des réformes

foncières et agraires ont été introduites. Même si les réformes ne sont pas satisfaisantes aux yeux des acteurs, il s'agit de pas en avant (voir dossier *Grain de sel*:19).

6. La notion de patrimoine commun se rapproche de celle de bien commun telle que développée par Elinor Ostrom (Ostrom 2010).
7. La limitation de l'intérêt sur le capital, le remboursement des parts sociales en valeur nominale et l'incorporation de la valeur ajoutée des activités avec les non-membres dans le patrimoine commun.
8. Pour plus de détails sur la stratégie, voir [http://ica.coop/sites/default/files/media\\_items/STRATEGIE%20DU%20DEVELOPPEMENT%20COOPERATIF%20EN%20AFRIQUE%202013%20-%202016.pdf](http://ica.coop/sites/default/files/media_items/STRATEGIE%20DU%20DEVELOPPEMENT%20COOPERATIF%20EN%20AFRIQUE%202013%20-%202016.pdf)

## Bibliographie

- « Accès à la terre et droit à l'alimentation », 2010, Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation présenté à la 65<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies [A/65/281], 21 octobre.
- Banque mondiale, 2010, « Le rapport de la Banque mondiale sur l'accaparement des terres : au-delà du rideau de fumée », *Grain*.
- Bridault, A., 1998, *Gérer la vie démocratique d'une coopérative*, Guide pratique ORION, collection « Gestion d'une coopérative » N° 1, p. 22.
- CNCR (Conseil national de coopération et de concertation des ruraux), « Propositions paysannes pour une réforme foncière sénégalaise garante d'un développement agricole et rural durable au Sénégal », [http://www.cncr.org/IMG/pdf/CNCR-\\_Brochure\\_sur\\_le\\_foncier.pdf](http://www.cncr.org/IMG/pdf/CNCR-_Brochure_sur_le_foncier.pdf)
- Develtere, P., Pollet, I. et Wanyama, F., 2008, *L'Afrique solidaire et entrepreneuriale, la renaissance du mouvement coopératif africain*, BIT/Institut de la Banque mondiale, Genève.
- Dossier Grain de sel, 2012, « Accaparement ou investissement, le temps des confusions », in *Grain de sel* n° 57, janvier-mars, 7-12.
- FAO, 2012, *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*, [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/newsroom/docs/VG\\_FR\\_March\\_2012\\_final.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/VG_FR_March_2012_final.pdf)
- Future Agricultures*, 2011, « L'accaparement des terres en Afrique et les nouvelles politiques alimentaires », Point Info 041, juin, [www.future-agricultures.org](http://www.future-agricultures.org)
- Gagne, M., Carré, G., Fall, M., 2008, *Le mouvement coopératif au Sénégal, comprendre les enjeux de son développement*, SOCODEV/PPMC Sénégal, 20.
- Griffon, M., 2011, « Les phénomènes de land grabbing : un rendez-vous historique pour les agricultures africaines ? », *Afrique contemporaine*, n° 238, 29-41.
- Hiez, D., 2004, *Étude critique de la notion de patrimoine en droit privé actuel*, LGDJ.
- Hiez, D., 2008, « La propriété commune de la coopérative, un modèle de développement durable », in Draperi JF (dir.), *Défis coopératifs, Alimentation, crédit, démocratie, développement*, Les cahiers de l'économie sociale, l'Harmattan, 361.

- Hugon, P., 2012, « Les investissements fonciers de la Chine en Afrique. Du développement agricole à la recolonisation », Chaos international.
- Initiative des droits et ressources, 2013, « Propriétaires fonciers ou paysans sans terre. Quels choix feront les pays en voie de développement ? », Rapport 2012-2013.
- Jorand, M., Manganella, A., 2012, *Investissements et accaparements des terres et des ressources : prévenir les violations des droits humains*, CCFD-Terre Solidaire, [www.ccfid-terresolidaire.org](http://www.ccfid-terresolidaire.org)
- Kamdem, E., 2007, « Pas de développement sans économie sociale et solidaire », *Développement et civilisations*, N° 358, novembre.
- Kanoute, A. C. et al., 2011, *Accaparement des terres en Afrique de l'Ouest – Exporter ou nourrir les populations – Impacts sur les consommateurs ruraux*, CICODEV Afrique.
- Labie, M. et al. 2007, « Microfinance et microassurance santé : réflexions sur des articulations possibles à partir de quelques exemples au Bénin et au Burkina Faso », *Mondes en développement*, 57-71.
- Lafleur, M., Merrien, A.-M., 2013, « Impact socio-économique des coopératives et des mutuelles. Quand le passé inspire le futur : contribution des coopératives et des mutuelles à un monde meilleur », Monographie, IRECUS, Université de Sherbrooke, 1.
- Lankarani, L. 2011, « La notion de dispersion en droit international des patrimoines culturels (immatériel, naturel et mondial), *Journal du droit international* (Clunet) N° 2, avril, doctr.4.
- L'Italien, F., 2012, *L'accaparement des terres et les dispositifs d'intervention sur le foncier agricole – Les enjeux pour l'agriculture québécoise*, Rapport de recherche, Institut de recherche en économie contemporaine.
- Martor, B., Pilkington, N., Sellers, D. et Thouvenot S. 2009, *Le droit uniforme africain des affaires issu de l'OHADA*, Litec, 2<sup>e</sup> édition.
- Mvumbi Mbenza, I. R., Mbala Kasombo Y. et Mpegere Chisonma, 2007, *L'entrepreneuriat coopératif, une approche stratégique de lutte contre la pauvreté dans le secteur de la pêche (cas du site de Kingabwa/R.D. Congo)*, Monographie, Inades formation Congo, octobre, 42.
- Nations unies, 2010, *Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*, Assemblée générale des Nations unies, A/65/281, 11 août, <http://www.srfood.org/fr/droits-fonciers>
- Ostrom, E., 2010, *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Etopia/DeBoeck.
- Oxfam, 2013, *Entreprises et droits de l'homme. Point de vue d'Oxfam sur les Principes directeurs des Nations Unies*, Document d'information technique d'Oxfam, juin, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/tb-business-human-rights-oxfam-perspective-un-guiding-principles-130613-fr.pdf>
- Rapport ONG belges, 2013, « Les banques financent l'accaparement des terres en Belgique. Quelle régulation du secteur ? », <http://www.sosfaim.be/pdf/publications/SOS-13-landgrabbing-banques-6.pdf>
- Sharit, K. Bhowmik, « Cooperatives and the emancipation of the marginalized : case studies in two cities in India », <http://www.boaventuradesousasantos.pt/media/Chapter%203%282%29.pdf>

- Tadjudje, W., 2013, « L'évolution historique du droit des sociétés coopératives en Afrique », Contribution au Colloque international droit OHADA des sociétés coopératives, 18-19 juin.
- Tadjudje, W., 2015, *Le droit des coopératives et des mutuelles dans l'espace OHADA*, Larcier, Collection de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg.
- Via Campesina*, 2012, *Conférence Paysanne internationale : stop aux accaparements des terres*, Les Cahiers de *Via Campesina*, N° 3, avril, <http://viacampesina.org/downloads/pdf/fr/mali-report-2012-fr1.pdf>